L'Aveille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau: 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 30 DECEMBRE 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

F. AUCOMIEYA & CO., Imprimeurs, No 23 rue de l'Union, entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacians imprimées et coupées depuis 35c. le mille. 15 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles antiques, pianos, tableaux, comptoirs, virtrines, coffres-forts et résidences. 40 rue Royale. 17 oct—

PERDU.

PERDU—Un billet à ordre (sans date) pour $200, tiré par Romain Dufau à mon propre ordre et par lui endossé, payable un an après date au coin des rues Chemaine et Pierce, en cette ville. Ledit billet porte intérêt à raison de 8 par cent à partir de la date jusqu'à paiement. Le public est prévenu de ne pas le négocier, la présente en tient lieu de reçu. 29 décembre 1891. 30 déc—30 Jan 5

DEMANDES.

ON demande—Au No 94 Esplanade, entre Bourbon et Dauphine, une femme de confiance (couleur) d'un âge sur. 22 déc—

A VENDRE.

CADEAUX de Noël et de Jour de l'An—Diamants, montres, bijoux à des prix—Bray—Bourbon et Dorgenois.

LIVRES, français et espagnols—Journaux—Importation directe—24 heures—10 à la Bourse, encoignure Bourse. 12déc—1m

DIAMANTS, montres, bijoux ne sont d'occasion, mais nous prix. Bray—Bourbon et Dorgenois. 6 déc—1 an

AVIS DE SUCCESSION.

Successeur de Hugh Campbell et Wilfred Campbell.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 32,546.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elle an soit pour lesquelles le compte présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
23 déc—22 28 Jan

Succession de Alfred Grima.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,685—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elle an soit pour lesquelles le compte présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
23 déc—22 28 Jan

Succession de Lavinia Philips Henderson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,681—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elle an soit pour lesquelles le compte présenté par Emma Pugh, Veuve Alfred Grima, exécutrice testamentaire de cette succession, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
23 déc—22 28 Jan

Succession de William Quint.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 34,535—Division E. Attendu que John R. Ellis, administrateur public, a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Quint: Il est ordonné par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite petition. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
23 déc—22 28—Jan 1

Succession de William Matthews et Sevens Matthews, ou Comme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,253—Division E—Attendu que Mary Ann Matthews a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Matthews et de veus Matthews, ou feue Mary Ann Matthews, ou encore par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite petition. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 25 29

Succession de Marcelite Charles.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,524—Division E—Attendu que John R. Ellis, administrateur public, a présenté une petition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Marcelite Charles, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite petition. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
22 déc—22 27 31

Succession d'Elizabeth Barry.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,401—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elle an soit pour lesquelles le compte présenté par Miss Annie Case, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte. Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.
18 déc—18 23 27

AVIS AUX OREANGIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,444—Division E—Arthur Barnes vs Succession Jerta—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Arthur Barnes soit et demeure définitivement acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné que lesdits créanciers soit convoqués et assemblés devant le greffier de cette cour, en la maison Jacques Octave Monet, notaire, en cette ville, le 8 Janvier 1892 à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, consentir un syndic et voter sur la demande du dit pétitionnaire pour une décharge et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires soient suspendues, et que Martin Voorhies, Esq., avocat, soit occupé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans 8 décembre 1891.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
10 déc—8f au 12jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,440—Division E—Chas F. Carrubbers vs ses Créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles F. Carrubbers soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion ou dits créanciers soit convoquée et assemblée devant Joseph N. Wolf, notaire, en cette ville, le MARDI 5 janvier 1892 à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, consentir un syndic et voter sur la demande du dit pétitionnaire pour une décharge et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires soient suspendues, et que Richard L. ent Esq., avocat, soit occupé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 8 décembre 1891.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
10déc—8f au 12jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,440—Division K.—Chas F. Carrubbers vs ses Créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles F. Carrubbers soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion ou dits créanciers soit convoquée et assemblée devant Joseph N. Wolf, notaire, en cette ville, le MARDI 5 janvier 1892 à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, consentir un syndic et voter sur la demande du dit pétitionnaire pour une décharge et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires soient suspendues, et que Richard L. ent Esq., avocat, soit occupé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 décembre 1891.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
10 déc—8f au 12jan

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 29 DECEMBRE.—CLASSE No 497
Tirage de 4 heures P. M.

1ère	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème	11ème	12ème
38	19	17	33	3	48	46	49	43	72	67	10	31	—

Les tirages et dessin publics dans tous les principaux journaux, se font en public et jour sellement dans les salons de la Compagnie.
Le témoignage nous apposons notre signature.
Ce 29 décembre 1891.
J. A. J. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et en sanction à la nouvelle Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples tous les mois excepté les mois de Juin, ci-dessus mentionnés.

Nous donnons, par les présentes, que nos procédés à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, sous ce donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons la fac-simile de nos signatures.

L. A. Bauchemin
P. T. Beauregard
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paie ront sans les lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentées à nos comptoirs.

E. W. WALTON, Pres Le Nat. Bank
J. HANNA, Pres't. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O Nat. Bank
CARL KOHN, Prest, Citizen Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE ORLEANS,

MARDI, 12 JANVIER 1892.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, sont	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
10 Lots de	1,000,	10,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $100, sont	$10,000
100 Lots de $300,	30,000
100 Lots de $200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, sont	$99,900
999 Lots de $100,	99,900

3,134 Lots se montant à $1,034,800

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 25 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS.

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES.

Sur toutes nouvelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants

Adresses à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lze.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTE LES Loteries, nous nous servons des Compagnies d'express pour nos correspondants et pour envoyer répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient reconnu que la Cie Sprotle comme Institution d'Etat. Les agences postales nous étant refusées, nous livrons toutes celles de Nouvelle-Orléans, le MARDI 12 janvier 1892, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, consentir un syndic et voter sur la demande du dit pétitionnaire pour une décharge et sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires soient suspendues, et que Richard L. ent Esq., avocat, soit occupé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 décembre 1891.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
10déc—8f au 12jan

CHARTER

—DE LA—

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans.

QUE L'ON SACHE, que ce dixième jour d'octobre, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre vingt onze, et de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent douzième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire et la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci après nommés et connus, pirent ont comparu individuellement les différentes personnes dont les noms figurent ci-après, lesquelles déclarent respectivement et ensemble, en vertu des dispositions des lois de cet Etat, et spécialement de la loi No 30 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, passée à la session de 1888, relative à l'organisation de corporations fondées pour l'exécution de travaux utilité publique et d'améliorations, elles se sont accordées et par ces présentes accordent et mettent, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et compagnie de droit à l'effet d'exécuter, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les plans qu'ils se proposent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui-ci: PEOPLES SLAUGHTER-HOUSE AND REFRIGERATING COMPANY; sous la dite appellation elle aura le droit et pourra pendant une période pleine de quatre-vingt dix ans et à partir de la date de l'octroi des présentes; elle pourra négocier des contrats, poursuivre en justice et être poursuivie, employer un sceau officiel, qu'il lui sera loisible de remplir ou de modifier à son gré; détenir, recevoir, affermer, acquérir, transférer ou vendre, aussi bien qu'hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes; emprunter ou prêter de l'argent, et donner ou recevoir des titres en garantie; accepter, céder et vendre toutes inscriptions ou traites qu'elle jugera convenable pour l'exécution de ses buts susmentionnés; elle aura le droit d'avoir directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts et l'exploitation de ladite corporation; établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

La domicile légal de cette corporation sera situé en ville où opérera sa ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, et les assignations adressées au président ou secrétaire légalement autorisés au président, de son absence ou de son incapacité d'agir tout, de son absence ou de son incapacité d'agir seront considérées légales, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications ci-dessus seront adressées au vice-président ou au secrétaire

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et la nature des affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinées à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour usage de boucheries ou d'emplacements pour vendre des viandes, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir et posséder et exploiter des bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour délargir, mettre en état, réparer et refroidir des viandes abattues; vendues à l'alimentation; à construire, équiper, entretenir et exploiter des étables, enclos, parcs, etc., pour la glace et d'autres substances réfrigérantes, dans le but de conserver et de congeler les quartiers de viandes importés; à acheter, vendre les viandes, le sang, les débris, restes, et autres fragments provenant de la fabrication et la vente de mets préparés; à fabriquer également à ses établissements, et à vendre, en gros ou en détail, du MF. A. J. Fox et, Pierre Lenaut, John M. Westerfield, John Thompson et Charlotte Bridges privilèges particuliers accordés par l'ordonnance No 5,402, Série du Conseil, adoptée par le Conseil de Ville le 22 Août 1881, et par l'ordonnance No 5,524 adoptée par le Conseil de Ville le 8 de Juin 1882 ainsi que tous droits et privilèges qui pourront être accordés par ordonnance municipale ou autrement relativement à l'abattage et à la vente de viandes, et généralement à toutes les affaires accessoirement ou autrement, relativement à l'abattage et à la vente de viandes, et généralement à toutes les affaires accessoirement ou autrement aux dites affaires susmentionnées auront ces droits et cette corporation.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette corporation sera et restera à trois cent mille dollars représentés par six cents actions de cinq cents dollars ($500) chacune payables en argent ou en change ou encore payables en propriétés, droits, privilèges ou créances ainsi qu'il est porté au présent article. Le Conseil d'Administration aura pleins pouvoirs d'admettre et de payer des actions pleinement ou partiellement payées, et de recevoir, en tout droit, privilège, franchise, propriété ou tout genre d'autre nature que, au sous-entendu, il pourra accepter, en échange de toute propriété, ou acquit, ou pour tout service rendu ou à être rendu pour ou à cette corporation ou en vue de ses affaires ou intérêts, et lesdites propriétés comme du capital et libérées seront réputées comme du capital pleinement payé, n'étant plus sujet à un assessment quelconque. Toutes les actions du fonds capital seront égales et disposées différemment qu'il est dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chaque acte de donation et cinquante cents par action seront payés au moment de la souscription, le reste en versements égaux, pour un argent à telles époques et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera à propos d'exiger, un mois d'avis officiel, qu'il lui sera accordé un de modifier à son gré; détenir, recevoir, affermer, acquérir, transférer ou vendre, aussi bien qu'hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes; emprunter ou prêter de l'argent, et donner ou recevoir des titres en garantie; accepter, céder et vendre toutes inscriptions ou traites qu'elle jugera convenable pour l'exécution de ses buts susmentionnés; elle aura le droit d'avoir directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts et l'exploitation de ladite corporation; établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

La domicile légal de cette corporation sera située en ville où opérera sa ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, et les assignations adressées au président ou secrétaire légalement autorisés au président, de son absence ou de son incapacité d'agir tout, de son absence ou de son incapacité d'agir seront considérées légales, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications ci-dessus seront adressées au vice-président ou au secrétaire

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et la nature des affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinées à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour usage de boucheries ou d'emplacements pour vendre des viandes, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir et posséder et exploiter des bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour délargir, mettre en état, réparer et refroidir des viandes abattues; vendues à l'alimentation; à construire, équiper, entretenir et exploiter des étables, enclos, parcs, etc., pour la glace et d'autres substances réfrigérants, dans le but de conserver et de congeler les quartiers de viandes importés; à acheter, vendre les viandes, le sang, les débris, restes, et autres fragments provenant de la fabrication et la vente de mets préparés; à fabriquer également à ses établissements, et à vendre, en gros ou en détail, du MF. A. J. Fox et, Pierre Lenaut, John M. Westerfield, John Thompson et Charlotte Bridges privilèges particuliers accordés par l'ordonnance No 5,402, Série du Conseil, adoptée par le Conseil de Ville le 22 Août 1881, et par l'ordonnance No 5,524 adoptée par le Conseil de Ville le 8 de Juin 1882 ainsi que tous droits et privilèges qui pourront être accordés par ordonnance municipale ou autrement relativement à l'abattage et à la vente de viandes, et généralement à toutes les affaires accessoirement ou autrement aux dites affaires susmentionnées auront ces droits et cette corporation.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette corporation sera et restera à trois cent mille dollars représentés par six cents actions de cinq cents dollars ($500) chacune payables en argent ou en change ou encore payables en propriétés, droits, privilèges ou créances ainsi qu'il est porté au présent article. Le Conseil d'Administration aura pleins pouvoirs d'admettre et de payer des actions pleinement ou partiellement payées, et de recevoir, en tout droit, privilège, franchise, propriété ou tout genre d'autre nature que, au sous-entendu, il pourra accepter, en échange de toute propriété, ou acquit, ou pour tout service rendu ou à être rendu pour ou à cette corporation ou en vue de ses affaires ou intérêts, et lesdites propriétés comme du capital et libérées seront réputées comme du capital pleinement payé, n'étant plus sujet à un assessment quelconque. Toutes les actions du fonds capital seront égales et disposées différemment qu'il est dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chaque acte de donation et cinquante cents par action seront payés au moment de la souscription, le reste en versements égaux, pour un argent à telles époques et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera à propos d'exiger, un mois d'avis officiel, qu'il lui sera accordé un délai de quatre-vingt dix jours pour chaque versement subséquent, et dans le cas de non-paiement à une époque fixée, un intérêt de huit par cent sera chargé sur le montant dû jusqu'au jour du paiement. Tous les certificats d'actions seront signés par le Président ou son suppléant, et par le Secrétaire, et porteront le sceau de la Corporation.

Aucune action ne sera cessible, excepté sur des livres de la corporation qui seront tenus dans ce but et il n'en sera pas émise ou la cancellation du certificat d'action au nom de celui qui transfert le dit certificat.

Aucun certificat d'action ou capital ne sera émis tant que la dite action ne sera pas intégrale- ment payée, et ne sera ou en propriété, ainsi qu'il est porté dans cet article.

ARTICLE V.

Aucun actionnaire de son à aucune responsabilité des créanciers ou des comptes de cette corporation, pas plus que la somme non payée sur ses actions. Le nom qu'aucune personne ou personnes ne sera admis à devenir membre de cette corporation, à moins qu'il ne soit approuvé par le Conseil d'Administration, et ne pourra être transféré à aucune autre personne excepté par la vente ou cession de ses actions, et ce, sous l'approbation du Conseil d'Administration.

ARTICLE VI.

Les pouvoirs de cette corporation seront donnés à et exercés par un conseil de cinq directeurs qui en fera élu tous les ans le premier jour de Novembre 1893. Il sera composé de neuf actionnaires, chacun desquels possédera cinq actions pour un total de quarante cinq actions de la maison de commerce dont il sera l'un des associés, au moins 25 actions du capital; et ces directeurs choisiront parmi eux un président et un vice-président qui en feront partie, et un quorum pour l'expédition de affaires.

Le premier Conseil de Direction de cette corporation se composera de A. J. Forstall, Pierre Lenaut, John W. Westerfield et J. Trisconi. Ils seront en charge de leurs offices jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs élus par le Conseil, comme il est pourvu plus haut.

Le second mardi de Novembre 1893, et annuellement ensuite, une élection de directeurs aura lieu au bureau de la corporation, après avoir été donné un avis public de dix jours de cette ville trois fois en dix jours; la première publication devant en être faite au moins dix jours avant la date de la réunion.

Les élections se feront par bulletage et sous la direction d'un des trois commissaires qui pourra être choisi par la majorité des actionnaires présents à l'élection. Le Conseil de Direction désignera les officiers, employés, agents et serviteurs de la corporation, leur assignera leurs devoirs, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir et posséder et exploiter des bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour délargir, mettre en état, réparer et refroidir des viandes abattues; vendues à l'alimentation; à construire, équiper, entretenir et exploiter des étables, enclos, parcs, etc., pour la glace et d'autres substances réfrigérants, dans le but de conserver et de congeler les quartiers de viandes importés; à acheter, vendre les viandes, le sang, les débris, restes, et autres fragments provenant de la fabrication et la vente de mets préparés; à fabriquer également à ses établissements, et à vendre, en gros ou en détail, du MF. A. J. Fox et, Pierre Lenaut, John M. Westerfield, John Thompson et Charlotte Bridges privilèges particuliers accordés par l'ordonnance No 5,402, Série du Conseil, adoptée par le Conseil de Ville le 22 Août 1881, et par l'ordonnance No 5,524 adoptée par le Conseil de Ville le 8 de Juin 1882 ainsi que tous droits et privilèges qui pourront être accordés par ordonnance municipale ou autrement relativement à l'abattage et à la vente de viandes, et généralement à toutes les affaires accessoirement ou autrement aux dites affaires susmentionnées auront ces droits et cette corporation.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette corporation sera et restera à trois cent mille dollars représentés par six cents actions de cinq cents dollars ($500) chacune payables en argent ou en change ou encore payables en propriétés, droits, privilèges ou créances ainsi qu'il est porté au présent article. Le Conseil d'Administration aura pleins pouvoirs d'admettre et de payer des actions pleinement ou partiellement payées, et de recevoir, en tout droit, privilège, franchise, propriété ou tout genre d'autre nature que, au sous-entendu, il pourra accepter, en échange de toute propriété, ou acquit, ou pour tout service rendu ou à être rendu pour ou à cette corporation ou en vue de ses affaires ou intérêts, et lesdites propriétés comme du capital et libérées seront réputées comme du capital pleinement payé, n'étant plus sujet à un assessment quelconque. Toutes les actions du fonds capital seront égales et disposées différemment qu'il est dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chaque acte de donation et cinquante cents par action seront payés au moment de la souscription, le reste en versements égaux, pour un argent à telles époques et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera à propos d'exiger, un mois d'avis officiel, qu'il lui sera accordé un délai de quatre-vingt dix jours pour chaque versement subséquent, et dans le cas de non-paiement à une époque fixée, un intérêt de huit par cent sera chargé sur le montant dû jusqu'au jour du paiement. Tous les certificats d'actions seront signés par le Président ou son suppléant, et par le Secrétaire, et porteront le sceau de la Corporation.

Aucune action ne sera cessible, excepté sur des livres de la corporation qui seront tenus dans ce but et il n'en sera pas émise ou la cancellation du certificat d'action au nom de celui qui transfert le dit certificat.

Aucun certificat d'action ou capital ne sera émis tant que la dite action ne sera pas intégrale- ment payée, et ne sera ou en propriété, ainsi qu'il est porté dans cet article.

ARTICLE V.

Aucun actionnaire de son à aucune responsabilité des créanciers ou des comptes de cette corporation, pas plus que la somme non payée sur ses actions. Le nom qu'aucune personne ou personnes ne sera admis à devenir membre de cette corporation, à moins qu'il ne soit approuvé par le Conseil d'Administration, et ne pourra être transféré à aucune autre personne excepté par la vente ou cession de ses actions, et ce, sous l'approbation du Conseil d'Administration.

ARTICLE VI.

Les pouvoirs de cette corporation seront donnés à et exercés par un conseil de cinq directeurs qui en fera élu tous les ans le premier jour de Novembre 1893. Il sera composé de neuf actionnaires, chacun desquels possédera cinq actions pour un total de quarante cinq actions de la maison de commerce dont il sera l'un des associés, au moins 25 actions du capital; et ces directeurs choisiront parmi eux un président et un vice-président qui en feront partie, et un quorum pour l'expédition de affaires.

Le premier Conseil de Direction de cette corporation se composera de A. J. Forstall, Pierre Lenaut, John W. Westerfield et J. Trisconi. Ils seront en charge de leurs offices jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs élus par le Conseil, comme il est pourvu plus haut.

Le second mardi de Novembre 1893, et annuellement ensuite, une élection de directeurs aura lieu au bureau de la corporation, après avoir été donné un avis public de dix jours de cette ville trois fois en dix jours; la première publication devant en être faite au moins dix jours avant la date de la réunion.

Les élections se feront par bulletage et sous la direction d'un des trois commissaires qui pourra être choisi par la majorité des actionnaires présents à l'élection. Le Conseil de Direction désignera les officiers, employés, agents et serviteurs de la corporation, leur assignera leurs devoirs, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir et posséder et exploiter des bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour délargir, mettre en état, réparer et refroidir des viandes abattues; vendues à l'alimentation; à construire, équiper, entretenir et exploiter des étables, enclos, parcs, etc., pour la glace et d'autres substances réfrigérants, dans le but de conserver et de congeler les quartiers de viandes importés; à acheter, vendre les viandes, le sang, les débris, restes, et autres fragments provenant de la fabrication et la vente de mets préparés; à fabriquer également à ses établissements, et à vendre, en gros ou en détail, du MF. A. J. Fox et, Pierre Lenaut, John M. Westerfield, John Thompson et Charlotte Bridges privilèges particuliers accordés par l'ordonnance No 5,402, Série du Conseil, adoptée par le Conseil de Ville le 22 Août 1881, et par l'ordonnance No 5,524 adoptée par le Conseil de Ville le 8 de Juin 1882 ainsi que tous droits et privilèges qui pourront être accordés par ordonnance municipale ou autrement relativement à l'abattage et à la vente de viandes, et généralement à toutes les affaires accessoirement ou autrement aux dites affaires susmentionnées auront ces droits et cette corporation.

Les noms des fondateurs sont proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire,

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 725.

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 33,784—Division B.

Dans l'affaire de Charles Weiss, demandant une monition

ATTENDU que Charles Weiss a le 10 juillet 1891, déposé au greffe du District Court, demande contre Mme Sophie Bauchet, épouse de M. G. Schreiber, Mme Pauline Schreiber, veuve de Marie Mahne, Mary Elizabeth Schreiber, veuve de F. J. Dorsey, Mary Schreiber, John Schreiber, Louisiana Schreiber et Louis E. Schreiber, la requête dûment décrite ci-après.

Laquelle requête est en conséquence de l'adjudication faite par le Shérif de la Paroisse d'Orléans, le 26 Juin 1890 par N. J. Rioy, encaissant cette ville, à un acte vente d'un lopin de terre situé en cette ville, borné par la rue Tonnelier, Mme Pauline Schreiber, fond de la rue Grayier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 26 décembre 1891, à 10 heures midi, de la propriété ci-dessus décrite à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les améliorations que s'y trouvent, situé dans le Premier district de cette ville, borné par les rues Tonnelier, Mme Pauline Schreiber, fond de la rue Grayier et Commercial Place, dans la dite ville, mesurant 25 pieds de face sur la rue Tonnelier sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles, et ayant pour numéro municipal 1,324 de la rue Tonnelier.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif civil de la Paroisse d'Orléans.
8 déc—8 15 22 29—janv 5 12

Athénée Louisianais.

Concours littéraire de 1891.

Nous donnons ci-dessous le program me du concours pour l'année 1891.

Les dispositions adoptées l'année dernière, pour rendre aux concurrents la tâche plus attrayante et plus facile, restent les mêmes:

Liberté entière est laissée à chacun d'eux de traiter le sujet qui lui plaira.

Les concours annuels de l'Athénée se recommandent d'eux-mêmes aux sympathies de notre population; la médaille décernée par cette Société est un titre toujours honorable, souvent utile dans la vie pratique.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, comprenant l'une les hommes, l'autre les femmes.

Chaque concurrent de l'une ou l'autre classe traitera un sujet de son choix.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et ci n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

Le concours est ouvert du 20 juin 1891 au 31 janvier 1892.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le lerfévrier; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier, d'un seul côté, et seulement sur la recto et la ligne; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, outre seulement les enveloppes des concurrents qui ont mérité les médailles, pour l'auteur qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les manuscrits couronnés ne seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire,

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 725.

Rapport de la Condition de la New Orleans National Bank

A LA NOUVELLE-ORLEANS,

Dans l'Etat de la Louisiane, à la clôture des affaires, le 2 décembre 1891.

ACTIF.

Prêts et escomptes		$2,203,985 84
Surtirages	700.00 00	
Fonds publics pour garantie de circulation		50,000 00
Bons des Etats-Unis pour garantie de circulation		100,000 00
Bons des Etats-Unis pour garantie de dépôts		2,750 00
Actions et fonds		791,660 80
Dû par divers sur des acceptations de réserve		412,138 90
Dû par d'autres banques nationales		74,001 66
Dû par des banques d'Etat et banquiers		10,238 84
Maisons, meubles et installations		85,618 53
Dépenses courantes et taxes payées		28 978 52
Primes sur des bons des Etats-Unis		6,147 75
Chèques en argent comptant		208 40
Echanges pour le Clearing-house		185,066 42
Bill d'autres banques		22,478 00
Monnaie courante fractionnelle, nickels et sous		4,811 25
Espèces		242,895 00
Billets de la Banque Nationale		120,000 00
Fonds de rédemption avec le Trésorier des Etats (5 pour cent en circulation)		2,250 00
Total		$4,452,903 81

PASSIF.

Fonds capital payé	$200,000 00